



LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

Un vote sans incident majeur



Le vote pour les législatives et locales 2022 s'est déroulé hier sans incident majeur sur l'ensemble du territoire national. Le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, a accompli son devoir civique dans le cinquième arrondissement de Brazzaville, Ouenzé.

Il a salué le processus électoral en cours déclarant que « si les élections se déroulent de façon régulière, cela est un bon signe. La démocratie est un processus et nous devons continuer à apprendre et à avancer. Je pense que nous sommes sur la bonne voie ». Le principal enjeu de ce double scrutin sera le taux de participation.

Les électeurs devant un bureau de vote à Diata, à Makélékélé/ADIAC

Pages 2-4

SOMMET IDA

Les Africains face au défi du développement



La photo de famille des chefs d'Etat et de gouvernement au sommet de Dakar. La déclaration publiée le 7 juillet à Dakar, au Sénégal, à l'issue du sommet de l'Association internationale de développement (IDA), en-

gage les dirigeants africains sur de nombreux impératifs qu'ils doivent surmonter pour mieux conduire les politiques destinées au développement du continent. Les chefs d'Etat et de gouvernement africains présents dans la capitale sénégalaise ont été unanimes pour reconnaître que « la plupart des pays du continent n'ont pas connu de progrès significatifs dans les domaines tels que la réduction de la pauvreté, l'atteinte des Objectifs de développement durable et l'accumulation de capital humain ».

Page 9

Une mission d'observation électorale russe à Brazzaville

C'est pour la première fois qu'une mission d'observation électorale russe soit envoyée en République du Congo. Arrivés le 8 juillet, les observateurs russes ont animé une conférence de presse le 9 juillet au Centre culturel russe à Brazzaville. « Depuis quelques années, nous observons les processus électoraux dans certains pays amis. Nous avons notamment visité la Serbie et le Liban pour assurer la mission d'observation. Nous étions également en Éthiopie pour observer avec attention le cours des élections. En recevant l'invitation du Congo, nous avons accepté avec plaisir », a indiqué l'un des observateurs, Andrey Maksimov.



Les observateurs russes entourés d'Alexis Bongo et la directrice du Centre culturel russe/ADIAC

Page 3

DISPARITION

Décès en Espagne de l'ancien président angolais Edouardo Dos Santos

Page 7



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

L'Afrique veut voir clair sur les fonds Covid-19

Page 7

COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Des rencontres de haute facture en quarts de finale

Etoile du Congo, AS Otohô, Diables noirs, Cara, Interclub, As Cheminots, V Club et le petit poucet Interclub de Dolisie attendent le tirage au sort pour être fixés sur leur sort. Les affiches des quarts de finale de la Coupe nationale réserveront des rencontres de très haute facture.

Page 16

ÉDITORIAL

Likambo ya Mabelé

Page 2

ÉDITORIAL

Likambo ya mabélé

Le droit du sol ». On peut ainsi traduire ce concept développé en langue lingala. Pourquoi ponctuer les deux «e» de « mabélé » avec un accent aigu et non pas avec un accent grave ? Parce que ce mot mabélé, que l'on pourrait traduire en français par «sol» et dans un autre contexte « périmètre de terrain inaliénable » changerait du tout au tout. Il deviendrait «mabèlè», les gorges, comme on voit, bien loin de ce qui nous occupe dans la présente livraison.

« Likambo ya mabélé » a été chanté par l'artiste il y a bien longtemps. Luambo Makiadi Franco, pour ne pas le citer, délivrait en son temps un long plaidoyer en faveur des luttes africaines de libération contre les occupants et magnifiait par-dessus tout l'unité nationale. Le concept s'est invité dans la campagne électorale récente et fait des vagues au sein de la classe politique forçant le gouvernement à prononcer le retrait d'un candidat de la course. Laissons les conjectures sur l'opportunité ou le bienfondé de cette décision courir, regardons plutôt où cette représentation peut mener.

Nes'intéressant aux circonscriptions qu'ils ambitionnent de conquérir ou reconquérir qu'à quelques semaines des élections, beaucoup de prétendants ont été surpris par l'accueil mitigé de leurs potentiels électeurs, et par la percée de certains de leurs adversaires peu connus. Alors qu'ils avaient la certitude de se trouver en terrain conquis, le doute les a rattrapés quand ils ont découvert combien la réticence était de mise chez leurs partisans, et combien leur discours recyclé avait l'air du « déjà entendu ».

A la vérité, il n'y a pas mieux pour déterminer l'importance de ce fameux « droit du sol » que le peuple-électeur. Il a les pleins pouvoirs de confier sa destinée à des représentants qui lui sont attachés, à qui il ne reprocherait ni les descentes parlementaires avortées ni les promesses non-tenues, encore moins la désertion des débats à l'hémicycle. Ces « braves-là » pourraient venir des quatre coins du Congo si on veut, et n'exhiber que leur fière identité d'être des Congolais sans plus. A charge pour les enfants du pays de le concevoir et le rendre possible sur l'ensemble du territoire national.

Les Dépêches de Brazzaville

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

Denis Sassou N'Guesso salue «un processus électoral apaisé»

Le président de la République a salué, le 10 juillet à Brazzaville, le processus électoral en cours dans le cadre des élections législatives et locales 2022.



Le président de la République accomplissant son devoir civique./Adiac

« Si les élections se déroulent de façon régulière, cela est un bon signe. La démocratie est un processus et nous devons continuer à apprendre et à avancer. Je pense que nous sommes sur la bonne voie », a déclaré Denis Sassou N'Guesso, après avoir voté au siège de l'arrondissement 5, Ouenzé.

Répondant à une question relative à l'appel au boycott lancé par une partie de l'opposition, il a indiqué : « Le processus est en marche, car j'ai suivi le débat démocratique dans le pays et la campagne élec-

torale s'est déroulée dans la paix. Il n'y a eu aucun incident majeur dans tous les départements ».

Le président de la République a, en outre, évoqué l'engouement des jeunes à ces deux scrutins. « Je suis très heureux d'observer ce mouvement. Cela veut dire que la jeunesse prend progressivement conscience de ses responsabilités et travaille pour son avenir. Il faut que tout cela se passe avec beaucoup de responsabilité et de sérieux », a-t-il renchéri.

Le chef de l'Etat congolais

a, par ailleurs, souligné que même par le passé les jeunes au Congo se sont engagés plus tôt dans les batailles politiques. « Cela n'a pas commencé aujourd'hui. Même notre génération s'est engagée dans des luttes politiques et nous étions aussi jeunes. Tous les dirigeants que vous voyez ont commencé la lutte politique très jeune. On parlait de la vitalité de la démocratie dans notre pays et si elle gagne le milieu de la jeunesse qui pense à son avenir, cela est un bon signe », a-t-il estimé.

La Rédaction

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngoni /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

Une mission d'observation russe à Brazzaville

Arrivés à Brazzaville le 8 juillet, Andrey Maksimov et Aleksandr Kholodov, observateurs de la société civile russe, notamment de la Chambre publique de la Fédération de Russie, ont supervisé le processus électoral en cours en République du Congo.



Les observateurs russes entourés d'Alexis Bongo et la directrice du Centre culturel russe/Adiac

Les deux Russes ont présenté, au cours d'une conférence de presse animée le 9 juillet au Centre culturel russe à Brazzaville, leur structure qui est l'équivalent du Conseil économique et social dans certains pays. Outre l'observation du double scrutin du 10 juillet, ils entendent partager leur expérience avec la partie congolaise. « Depuis quelques années, nous observons les processus électoraux dans certains pays amis. Nous avons notamment visité la Serbie et le Liban pour assurer la mission d'observation. Nous étions également en Éthiopie pour observer avec attention le cours des élections. En recevant l'invitation du Congo, nous avons accepté avec plaisir », a indiqué Andrey Maksimov.

La mission d'observation électo-

rale russe a promis de produire un rapport final qui se différenciera des autres observateurs. Selon cette mission, l'élection en Russie est considérée comme une fête. Le rôle de l'observateur est semblable à celui d'un témoin pendant le mariage, a dit Aleksandr Kholodov. « Nous allons visiter quelques centres de vote pour observer les élections. Le Congo étant vaste, nous ne pouvons aller à l'intérieur du pays. L'observation de quelques bureaux de vote nous permettra d'en tirer les conclusions. L'observateur n'impose rien à l'organisateur, il doit se comporter comme un témoin de mariage. Le rapport final sera disponible, mais peut-être différent de ce que vous avez l'habitude de voir avec d'autres missions d'observation. Nous ne sommes

pas mandatés pour venir imposer un modèle », a-t-il indiqué. Il a précisé que ce document sera également important pour la Chambre publique de la Fédération de Russie.

Appelée troisième chambre du Parlement russe, la Chambre publique pense qu'un pouvoir qui veut tricher les élections n'accepte jamais des missions d'observation. Le Congo en ouvrant sa porte aux observateurs internationaux, surtout en cette période de covid-19, est sur la bonne voie de la démocratie. « Chaque pays doit avoir son propre modèle de démocratie qui ne soit imposé par une autre nation. Nous espérons que les Congolais iront un jour observer les élections en Russie », ont dit les observateurs électoraux russes.

Parfait Wilfried Douniama

Henri Bouka satisfait du déroulement du premier tour

Le président de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI), Henri Bouka, qui s'est rendu le 10 juillet dans les bureaux de vote de Brazzaville, Kintélé et Ignié, dans le département du Pool, n'a pas caché sa satisfaction.

Après avoir assisté au vote du couple présidentiel à la commune de Ouenzé, dans le cinquième arrondissement de Brazzaville, le président de la CNEI a mis le cap sur la commune de Kintélé et la sous-préfecture d'Ignié, à 45km de la capitale. « Les civils ne se comportent pas comme les agents de la force publique qui viennent en masse. Donc, chacun vient à son rythme. A peine 14h, j'ai constaté que les urnes sont déjà quasi pleines de bulletins de vote aussi bien aux législatives qu'aux locales. A pareille heure, j'éprouve un sentiment de satisfaction », a déclaré Henri Bouka après sa visite à Ignié.

Selon lui, les bureaux de vote ont ouvert à 7h30 dans toutes les 151 circonscriptions électorales aux législatives et dans les 123 circonscriptions en matière d'élections locales à travers les douze départements du pays. Il a annoncé que les quelques difficultés observées à Kellé et Ewo Commune, dans la Cuvette Ouest, et à Mfouati, dans la Bouenza, ont été vite réglées avec l'envoi des bulletins de vote qui manquaient dans ces localités. « Je peux vous dire qu'il n'y a rien à déplorer, peut-être que quelques petites dérives très personnelles à Brazzaville mais très rapidement contenues et les électeurs présents ont compris et chacun a pu voter », a-t-il indiqué.

Interrogé sur la présence des représentants des candidats dans les bureaux de vote, le président de la CNEI a fait savoir qu'il s'agit d'une question réglée par la loi. « Lorsqu'un candidat a désigné son représentant, il est automatiquement reçu dans le bureau de vote. Vous venez de constater qu'à Kintélé et Ignié, il y a de nombreux représentants dans les bureaux de vote, cette question ne se pose pas, c'est la volonté de notre législateur et elle est respectée », a-t-il conclu.

P.W.D.

LE FAIT DU JOUR

De guerre lasse!

Pour les militaires maliens, au pouvoir depuis bientôt deux ans, comme pour les dirigeants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest-Cédéao-, le soulagement est partagé. La levée, le 3 juillet, des sanctions économiques et financières imposées à Bamako à la suite du coup d'Etat du 18 août 2020, suivi d'une récidive, le 24 mai 2021, met un terme à un bras de fer devenu vicieux pour les deux parties.

D'une part, l'organisation sous-régionale rejetant toute idée de voir le gouvernement de transition prendre plus de temps que prévu restait ferme sur sa position ; de l'autre l'exécutif militaire malien adoué par des civils intransigeants, ne fléchissait pas sa volonté de suivre sa propre marche. Il en résulta un dialogue de sourds tentaculaire aux répercussions bien au-delà de la seule région ouest-afri-

caine affectée, par ailleurs, par l'activité des groupes djihadistes.

La détérioration des relations entre le Mali et la France, alliés de longue date, a beaucoup puisé dans l'incertitude créée par l'irruption des militaires dans la vie politique du premier pays, mais sans doute aussi dans la forte pression exercée par le second sur un régime en quête de légitimité. Il lui en a voulu en quelque sorte de l'importuner sans fin. Mais Paris et Bamako n'ayant pas rompu leurs relations diplomatiques, le calendrier préélectoral du Mali validé par l'Afrique de l'Ouest pourrait rapprocher les vues entre les deux pays.

Il restera l'application par les Maliens du programme des deux prochaines années évoqué plus haut. On y retient que l'élection présidentielle aura lieu en février 2024, avec deux précédents rendez-vous importants l'année pro-

chaine, notamment le référendum constitutionnel, en mars, et les élections législatives entre octobre et novembre 2023. S'ils espéraient des avancées extraordinaires dans la rénovation des institutions publiques et la reconquête de l'autorité de l'Etat pendant la transition, les militaires maliens doivent s'être rendus compte, en deux ans d'exercice, qu'il s'agit de chantiers difficilement chiffrables en termes de temps de réalisation.

Avec ce dénouement, rien n'indique cependant que toutes les appréhensions concernant la suite de la transition au Mali sont élaguées. Le pays est, en effet, toujours suspendu des instances régionales. Si la Cédéao se réjouit d'avoir enfin trouvé un terrain d'entente avec un interlocuteur sevré par les sanctions, ce dernier peut de son côté et même en silence se prévaloir d'une résilience à toute épreuve de laquelle, sans idée de jeter l'huile sur

le feu, on peut dire qu'il en est sorti plutôt victorieux. Le Mali a tenu pendant deux ans sous embargo, et les autorités actuelles, en particulier le colonel Assimi Goïta pourrait être intéressé, le moment venu, de tronquer son treillis contre un troisièmes civil pour se porter candidat à la présidentielle de février 2024.

On pourrait aussi ne pas s'étonner que tout à côté, les soldats parvenus dans les arcanes du pouvoir suprême par les mêmes estrades au Burkina Faso- là aussi la transition de vingt-quatre mois à compter du 1er juillet est actée par la Cédéao-, en viennent à concourir pour le fauteuil estimé. En cas de succès, les futurs nouveaux élus pourront devenir des homologues de leurs chers aînés présidents, tout bien considérés, de bon teint ! Il y a un temps pour la guéguerre et un temps pour la quiétude.

Gankama N'Siah

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

Pierre Ngolo a accompli son devoir civique

Habitant de la première circonscription électorale de Ouenzé, le cinquième arrondissement de Brazzaville, le président du Sénat, Pierre Ngolo, s'est présenté à son bureau de vote le 10 juillet dans l'après-midi pour choisir ses candidats dans le cadre des élections législatives et locales 2022.

« C'est un sentiment de fierté parce que c'est un devoir pour tout citoyen d'exprimer sa volonté en choisissant celui sur qui il compte pour le représenter à l'Assemblée nationale et au Conseil départemental et municipal. Comme tout citoyen, j'ai accompli mon acte et suis fier de la façon dont les choses sont organisées. J'espère que cela continuera ainsi jusqu'au bout », a fait savoir Pierre Ngolo.

Selon lui, voter est un droit légitime pour chacun. S'exprimant sur le processus démocratique au Congo, il a indiqué qu'il se consolide. La démocratie, a-t-il dit, fonctionne de façon régulière en dépit des manquements qui se corrigent au fur et à mesure.



Pierre Ngolo exerçant son droit de vote/Adiac Du côté de Djiri, 9^e arrondissement de Brazzaville, précisément au quartier Nkombo Matari, dans la matinée, il y avait également peu d'engouement de la part de la population. C'est vers 11h 00 que la tendance s'est timidement renversée. « Il était de droit de voter et de ne pas s'effacer. En dépit de ma déficience visuelle, j'ai tout de même tenu à accomplir mon devoir. J'invite tout un chacun à le faire », a déclaré Moïse Ellah, la soixantaine révolue.

Gloria Lossele et Merveille Atipo

Ambiance dans les bureaux de vote

A Brazzaville, l'atmosphère est restée timide. Ouverts depuis 8h pour les uns et 9h pour d'autres, les bureaux de vote ont accueilli les électeurs au compte-gouttes. L'engouement, par rapport aux suffrages antérieurs, n'a pas été au rendez-vous.

« C'est vrai qu'il n'y a pas assez d'engouement, pas assez de monde par rapport aux inscrits. J'ai 551 personnes sur la liste mais jusqu'à midi, je n'ai même pas encore reçu la moitié alors que les bureaux vont

se fermer à 17h. Nous espérons donc qu'au courant de la journée, les électeurs se manifesteront nombreux. Toutefois, tout se passe bien et tout est tranquille. Nous avons reçu très tôt les éléments nécessaires pour installer les bureaux de vote. Les listes sont affichées et nous recevons au fur et à mesure quelques votants », a expliqué Nazarel Eteka, président du bureau de vote n°1 au centre lycée technique 5-février 1979, dans le cinquième arrondissement Ouenzé.

Un vote serein à Poto-Poto

Les élections législatives et locales du 10 juillet se sont bien déroulées à Poto-Poto, le troisième arrondissement de Brazzaville, où sont allées le constater «Les Dépêches de Brazzaville».

Contrairement aux échéances précédentes, à 10h l'affluence a été visible dans les différents bureaux de vote de l'Ecole de la Poste, de la Mfoa, KTP, du Jardin Emile-Oboa, de la Maison commune de Poto-Poto, de la rue Loango, d'Exa bar, partout, la population a manifesté une vive envie d'aller voter. C'est la preuve que les différents candidats tant de la mouvance présidentielle que de l'opposition, voire même du centre et des indépendants, ont bien battu campagne dans cet arrondissement. Une campagne, qui du reste, s'est déroulée sans incident majeur.

L'atmosphère a été détendue et l'ambiance bon enfant entre les représentants des candidats. Une manière pour ces derniers de montrer l'esprit de fraternité politique. « Certes, nous sommes des adversaires politiques, mais nous ne sommes pas des ennemis. Bien au contraire, nous sommes des frères », a indiqué l'un d'eux.

Au bureau de vote de KTP, dans le quartier 34, votait le candidat du Parti congolais du travail (PCT) dans la troisième circonscription et tête de liste aux locales de ce



parti, Ferréol Constant Patrick Gassackys. Ce candidat a fait le même constat. « Je suis satisfait d'avoir accompli mon devoir civique et je le suis également parce qu'il y a de l'engouement par rapport à certains scrutins que nous avons connus. Nous avons mené une très belle cam-

pagne au niveau du PCT. Nous attendons les résultats dans l'espoir que tous les candidats de notre parti, dans ce troisième arrondissement, soient élus dès le premier tour... », a déclaré le président du PCT Poto-Poto, Ferréol Constant Patrick Gassackys.

Bruno Okokana

Mouyondzi a voté avec engouement

La circonscription électorale unique de Mouyondzi compte, au sens large, une quarantaine de bureaux, les villages environnants y compris. Dans la matinée du 10 juillet, il y a eu des files d'attente devant les sept bureaux de vote de Mouyondzi centre.



File d'attente devant un bureau de vote à Mouyondzi/DR

« Je suis venue voter pour départager les sept candidats », a déclaré Joséphine Mpika, après avoir exercé son droit. Quelques erreurs constatées à propos des cartes d'électeurs et des listes des votants ont été corrigées par la Commission nationale électorale indépendante (CNEI) pour que le vote se déroule normalement.

Dans certains endroits de Mouyondzi centre, le climat était tendu, les esprits surchauffés, des groupes de jeunes près des bureaux de vote pour empêcher certains citoyens d'exercer leur droit civique. La candidate du Parti congolais de Travail (PCT), Jacqueline Lydia Mikolo, était obligée d'attendre l'intervention de la CNEI et la police avant de voter. Les forces de l'ordre ont joué leur partition pour que tout se passe dans le calme.

Il convient de rappeler que dans cette circonscription unique, la course électorale met en compétition Jacqueline Lydia Mikolo du PCT; Claudine Munari du Mouvement pour l'unité, la solidarité et le travail; le député sortant Michel Mboussi Ngouari du Mouvement national de libération du Congo; Brice Mvoula Kaya de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale et d'autres indépendants.

Rominique Makaya

Un timide vote dans certains bureaux de Makélékelé et Bacongo



Des votants retrouvant leurs noms sur les listes/Adiac

L'équipe des «Dépêches de Brazzaville» a sillonné, le 10 juillet à partir de midi, certains bureaux de vote dans le premier et deuxième arrondissement de Brazzaville, Makélékelé et Bacongo où la population n'a pas été trop mobilisée pour le double scrutin. En même temps, certains représentants des candidats ont déploré des stratégies de fraude initiées par d'autres candidats.

Jusqu'à l'heure de notre visite, l'engouement n'a pas été trop visible, en commençant par le bureau de vote de l'Ecole Laboussole (rond point Bifouti) en passant par les centres de l'Angola libre, Nganguoni, Ecole Massamba-Débat, CEG Théophile-Mbemba, jusqu'à l'école Solidarité. Le constat a été le même à cette heure là : manque de dynamisme des votants et les tensions entre les représentants des candidats qui veillaient au grain.

Rude Ngoma

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

Claudia Ikia Sassou N'Guesso a voté à A. A. Neto

Candidate unique dans la cinquième circonscription électorale de Talangaï, Claudia Ikia Sassou N'Guesso a voté le 10 juillet aux environs de 12h30 au CEG Antonio Agostinho Neto (A.A. Neto).



Claudia Ikia Sassou N'Guesso accomplissant son devoir civique DR

« Voter et se faire représenter par quelqu'un de son choix est un devoir. Dans ma circonscription ici, les gens se sont interrogés du fait que même seule candidate, j'ai battu campagne. C'était pour lutter contre le taux d'abstention qui est souvent plus élevé que le taux de participation. Quand le taux de participation est faible, cela veut dire que vous n'avez pas toujours l'adhésion de la population. Il fallait vraiment travailler pour faire comprendre à notre peuple que nous, députés, sommes à son écoute », a-t-elle déclaré.

En effet, l'engouement observé tout au long de la campagne à Brazzaville n'a pas été suivi d'effet dans plusieurs bureaux de vote. Considéré comme l'un des plus grands centres avec neuf bureaux de vote dont chacun disposait de plus de 800 inscrits, le CEG A.A. Neto n'a pas été pris d'assaut comme on l'espérait.

Parfait Wilfried Douniama

CERTIFICAT D'ÉTUDES PRIMAIRES ÉLÉMENTAIRES

Des résultats sont connus

Les directeurs départementaux de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation ont présenté par visio-conférence, le 9 août, les résultats du Certificat d'Études primaires élémentaires (CEPE), session de juin 2022, au ministre de tutelle, Jean Luc Mouthou.

Au total, 135 186 candidats ont été inscrits au CEPE sur l'ensemble du territoire national. Les résultats des départements présentés ont été satisfaisants dans l'ensemble malgré quelques difficultés de mise en œuvre du Système d'information de gestion du CEPE (SIG-CEPE) par le ministère.

A Brazzaville, les admis sont 40 851 sur 50 080 présentés, soit un pourcentage de 82,68 %.

Dans le département de Pointe-Noire, les résultats pourraient être en hausse ou en régression à cause notamment des doublons et des inscriptions qui se sont déroulées le jour même de l'examen, a expliqué le directeur départemental. Toutefois, ce département a connu également des difficultés dans le traitement des données qui a été fait manuellement au lieu d'un sticker comme dans les autres départements.

Les résultats du département des Plateaux, par contre, ont

révélé 3 858 admis dont 1527 filles sur 3948 présentés, soit 97,62%.

Le département de la Sangha a révélé 2 258 admis dont 1088 filles sur 2827 présentés, soit 80,90%.

S'agissant du département du Niari, il y a eu 4739 admis dont 370 filles sur 6857 présentés, soit 69,8%.

Quant au département de la Likouala, 3361 candidats sont déclarés admis sur 4060 présentés dont 1463 filles.

Le département de la Bouenza a déclaré admis 7531 dont 3500 filles sur 9006 présentés, soit 84,44 %.

Dans la Cuvette-Ouest, 1669 admis sur 1933 candidats présentés, soit 90,17 %.

Par ailleurs, les résultats du département de la Lékoumou n'ont pas été présentés pour des raisons qui n'ont pas été révélées.

Innovations

L'organisation du CEPE cette

année a connu des innovations sur le plan du traitement des copies et de la publication des résultats. Le changement est dû à la mise en place du Système d'information de gestion du CEPE par le ministère. Ce système a permis la publication des listes d'admis sur internet, la transmission des résultats et des statistiques générales au ministère, la saisie des notes des candidats, la délibération des résultats sous l'autorité préfectorale, l'immatriculation des candidats par établissement.

« La principale innovation que nous retiendrons de cette expérience reste l'intégration du QR code dans le principe d'anonymisation de nos candidats aux examens d'Etat. Ce principe étant une réussite, nous envisageons son intégration au baccalauréat et au Brevet d'études du premier cycle », a déclaré le ministre.

Lydie Gisèle Oko

SANTÉ PUBLIQUE

La Banque mondiale apporte un appui au système sanitaire congolais

La Banque mondiale (BM) vient d'approuver un financement supplémentaire de 29,67 millions de dollars en faveur du Congo. L'enveloppe permettra de renforcer le système de santé en soutenant la préparation aux risques épidémiques et la riposte à la covid-19.

L'appui qui provient de l'Association internationale de développement (IDA) servira, entre autres, à intensifier les mesures anti-covid en assurant un déploiement efficace des vaccins ; à améliorer la prestation et à combler les lacunes en matière de prévention et de lutte contre les infections. Avec ces fonds, il sera également question d'améliorer le traitement et les soins tout en renforçant la capacité du pays à fournir de l'oxygène; stimuler la demande vaccinale; élargir et améliorer les campagnes de communication ainsi que les activités de sensibilisation essentielles à la poursuite du déploiement de la vaccination.

Selon Abdoulaye Seck, directeur des opérations de la BM pour le Congo, le déblocage de ces fonds se fait à un moment crucial pour le pays. Car, a-t-il dit, depuis la fin du mois de février dernier, le Congo a levé la plupart des restrictions mises en place pour lutter contre la pandémie à coronavirus, dans le but d'accélérer la relance des activités économiques. « Ce financement vient donc soutenir la mobilisation à l'échelon communautaire pour garantir que les précautions individuelles restent en place et que la confiance dans les vaccins s'améliore », a-t-il déclaré.

Il faut noter que les différentes ressources supplémentaires qu'apporte l'institution financière internationale permettront d'élaborer un système de santé plus résilient, afin d'anticiper, détecter et faire face aux pandémies à venir, tout en s'engageant plus résolument vers la couverture sanitaire universelle. Des investissements qui seront déployés dans les douze départements du pays.

Pour rappel, le nouveau supplément complète les 11,3 et 12 millions de dollars approuvés en avril 2020 et en juin 2021, visant à aider le Congo à renforcer la prévention, la surveillance des maladies, les mesures de détection et de confirmation rapides des cas.

Gloria Imelda Lossele

AVIS DE VENTE

Parcelle de terrain de 414 m² située au n°74 bis de la rue Jeanne d'Arc (avec une façade sur l'avenue goudronnée qui mène au rond-point de l'avenue 5 chemins) à Bacongo.

Contact : Tél. 05 551 00 86

Gavi met plus de 12 milliards FCFA à la disposition du Congo

La directrice régionale de l'Afrique centrale et occidentale de l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (Gavi), Marthe Essengué Elouna, a indiqué, le 8 juillet à Brazzaville, que son organisation a mis pour le moment plus de douze milliards FCFA auxquels le Congo pourra utiliser d'ici à 2025, afin de renforcer son système de santé.

Gavi ajoutera des Fonds pour introduire le vaccin contre le Papioma-virus humain, les hépatites B à la naissance ainsi que le paludisme, une fois que le Congo aurait fait une demande, a indiqué Marthe Essengué Elouna, au terme d'une séance de travail avec le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, et les différents partenaires. La séance de travail faisait suite à la visite de terrain de l'équipe technique de la délégation conjointe de l'Organisation mondiale de la santé, du Fonds des Nations unies pour l'enfance, Gavi, du ministère de la Santé, des partenaires sociaux ainsi que de la société civile à Brazzaville et Pointe-Noire.

La descente a permis à la délégation de se rendre compte des réalisations du gouvernement dans le cadre du renforcement des systèmes de santé. Des initiatives innovatrices mises en place pour intégrer le vaccin covid-19 dans la vaccination de routine.

Marthe Essengué Elouna a souligné à cette occasion que l'initiative est en ligne avec les orientations actuelles de Gavi dans le cadre de sa nouvelle stratégie et dans l'accompagnement des pays afin d'atteindre leurs objectifs de vaccination.

« La mission a été très riche avec la réalité du terrain. Elle nous permettra de réorienter les res-



Gilbert Mokoki et Marthe Essengué Elouna posant avec les experts DR

sources de Gavi dans le cadre de la vaccination, du renforcement de système de santé et d'engager davantage d'acteurs sur le terrain, les organisations de la société civile et d'autres acteurs qui nous permettront d'améliorer les couvertures vaccinales», a-t-elle déclaré.

A cet effet, elle a fait un plaidoyer au Congo de continuer à mettre à disposition les ressources pour la santé en général et en particulier la vaccination car ses efforts ont donné des résultats visibles sur le terrain. C'est l'un des pays africains qui finance à 100% ses vaccins de routine, a-t-elle dit, ajoutant que le pays a mobilisé ses ressources pour mettre à disposition les vaccins contre la covid et s'est engagé avec la facilité Covax.

Par ailleurs, Marthe Essengué Elouna a émis le souhait au Congo de documenter l'expérience de Loandjili, à Pointe-Noire, avec le vaccin

contre la covid dans la vaccination de routine. Elle a promis ainsi de partager cette expérience dans tout les pays, ajoutant que la notion de covid fera partie de leurs stratégies et discussions pour améliorer de manière générale la vaccination et le renforcement du système de santé. « Nous avons vu que les pays qui n'avaient pas un système de santé résilient ont eu du mal à faire face à la situation covid. Le partenariat entre Gavi et le Congo a commencé depuis 2001, et nous avons accompagné le Congo qui a pu maintenant financer ses vaccins », a-t-elle indiqué.

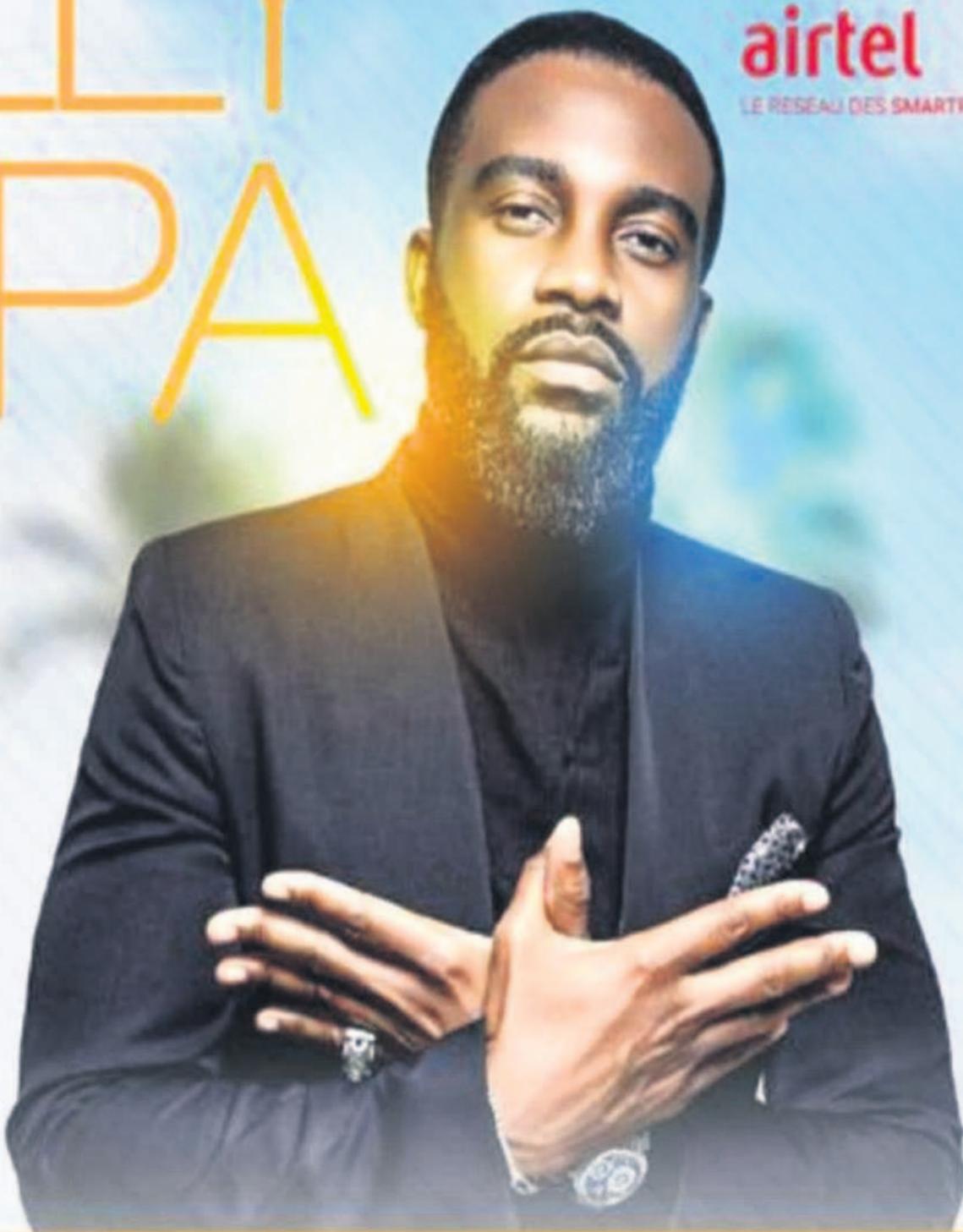
La directrice régionale de l'Afrique centrale et occidentale de Gavi a assuré le Congo de son engagement à continuer à travailler avec lui et ses partenaires afin de permettre de maintenir les acquis dans le domaine de la vaccination et de renforcer son système de santé.

L.G.O.

ONYCOM PRÉSENTE



FALLY IPUPA



29
JUILLET
POINTE-NOIRE



STANDARD TICKET: 20.000 FCFA

CONCERT

LIVE 17H
GALERIE NF

CONTACTS : +242056869928 / +242056268856 / +242068868458



JOURNÉE AFRICAINE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La sixième édition axée sur la transparence des fonds covid-19

L'Afrique a choisi comme thème « Stratégies et mécanismes pour la gestion transparente des fonds de lutte contre la Covid-19 », afin de célébrer, ce 11 juillet, sa journée de lutte contre la corruption. À l'occasion, le président de la Haute autorité de lutte contre la corruption (Halc), Emmanuel Ollita Ondongo, a fait une déclaration au nom de son entité.

La Journée africaine de lutte contre la corruption est l'occasion de renforcer la détermination, la concentration et l'expertise nécessaire pour lutter contre les nombreuses facettes de la corruption à laquelle l'Afrique est confrontée ; intensifier et accroître l'efficacité des efforts de plaider, renforcer et élargir les partenariats avec toutes les parties prenantes par le biais d'une collaboration stratégique visant à lutter contre la corruption. Selon Emmanuel Ollita Ondongo, la célébration de cette journée permet de conscientiser la population africaine sur ce phénomène qui gangrène la gestion des affaires publiques à l'instar du plan national de lutte contre la covid-19 et de la mobilisation des fonds qui en a été faite.

« Sur l'ensemble du continent africain, la mobilisation contre ce fléau est très significative. Elle a un impact certain sur la transformation des économies et renforce la détermina-



Emmanuel Ollita Ondongo/Adiac

tion à réaliser un développement inclusif et durable, comme prévu dans l'agenda 2063 de l'Afrique. Malheureusement, la pandémie de covid-19, qui a frappé le monde entier y compris le continent afri-

cain, est venue saper les efforts et les progrès des pays en matière de développement en révélant des occasions nouvelles dans les faits de corruption », a déploré le président de la Halc, Emmanuel Ollita Ondongo

Face à cela, il a fait savoir que la communauté internationale et les partenaires au développement ont mobilisé des ressources, voire annulé des dettes pour permettre à l'Afrique de mettre en place des plans de lutte contre la pandémie, mais des détournements d'utilisation des fonds alloués ont vite fait surface. Dans bien des cas, la transparence et l'obligation de compte rendu ont été difficiles à établir. « La corruption qui touche au quotidien la population n'a pas été en reste. Elle s'est développée par la pratique des pots de vin et des passes droits pour contourner les couvre-feux, les barrages routiers pendant les périodes de confinement et les quarantaines obligatoires mises en place, avec succès, pour ralentir la propagation du virus. Des conséquences négatives ayant privé bon nombre de pays de plusieurs ressources nécessaires. », a-t-il indiqué. A la faveur de la

célébration de cette journée, la Halc, qui est à sa deuxième édition, se donne les moyens d'emmener la population à bannir toutes formes de corruption afin que les fonds alloués dans le cadre de l'élaboration du plan stratégique multisectoriel de prévention soient équitablement gérés. Créée par la loi n°3-2019 du 7 février 2019, la Halc a pour mission de prévenir et combattre la corruption, la concussion, la fraude et les autres infractions assimilées. « Des avancées au plan juridique témoignent de l'indéfectible engagement de notre pays à lutter contre la corruption dans ses divers aspects, notamment la concussion, le détournement des deniers publics, la fraude, le clientélisme et les infractions assimilées », a notifié Emmanuel Ollita Ondongo. Le combat contre ce fléau, a-t-il ajouté, est sans merci et mérite l'implication de tous les Congolais.

Gloria Imelda Lossele

DISPARITION

L'ancien président angolais José Eduardo Dos Santos s'en est allé

L'ancien président de l'Angola, José Eduardo dos Santos, est décédé le 8 juillet à l'âge de 80 ans à Barcelone, en Espagne, des suites d'une maladie.



Le gouvernement angolais a décrété un deuil national de cinq jours à compter de la date du 9 juillet pour rendre un hommage solennel à la grande figure de la politique nationale du pays.

Arrivé au pouvoir en 1979, José Eduardo dos Santos a dirigé l'Angola jusqu'en 2017, soit durant trente-huit ans. Il a été succédé par l'actuel président João Lourenço qui dirige également le Mouvement populaire de libération de l'Angola, parti au pouvoir.

La Rédaction

NIGERIA

L'UE débloque 1,3 milliard de dollars pour faire face aux effets du changement climatique

Pour l'aider à faire face au changement climatique, l'Union européenne (UE) va débloquer 1,29 milliard de dollars en vue d'appuyer l'effort climatique, le numérique et l'agriculture au Nigeria.

Le financement aidera le Nigeria à diversifier son économie, notamment dans l'agriculture et les énergies vertes et à renforcer ses avantages comparatifs dans ces domaines. « Le financement aidera l'Union européenne à parvenir à un développement à faible émission de carbone (...) créant des emplois pour les jeunes et favorisant la croissance économique », a déclaré l'ambassadrice de l'UE auprès du Nigeria et de la Cédéao, Samuela Isopi. C'était à l'occasion du 8e Business Forum UE-Nigeria. Il s'agit de financer 57 projets visant à réduire la vulnérabilité au changement climatique et la désertification, et à valoriser la transformation des déchets en énergie dans l'Etat de Cross River. Et, entre autres, une ferme piscicole dans l'Etat d'Ogun. Les fonds seront versés jusqu'en 2027 via le « Pacte vert ». Face à la transition énergétique, le Nigeria doit revoir sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures (gaz

et pétrole). Selon les données de la Banque mondiale, « 44,6% des Nigériens n'avaient pas accès à l'électricité en 2020 ». L'UE a recommandé aux autorités nigérianes « de miser sur les énergies renouvelables et les solutions énergétiques propres, telles que le solaire hors réseau dont il est le premier marché ouest-africain, pour relever ce défi ». Au Nigeria, le secteur pétrolier représente 90% des recettes en devises et 7% du PIB. Par ailleurs, la Banque européenne d'investissement (BEI) accordera des prêts pour financer des routes rurales. « Les prêts souverains de la BEI soutiendront l'accès du secteur agro-alimentaire aux marchés en finançant des routes en milieu rural ainsi que les efforts d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets », précise l'UE. Cette contribution s'inscrit dans le cadre du projet « Team Europe Initiative (TEI) Nigeria Green Economy »

piloté par l'UE, le Danemark, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas et centrée sur les nouvelles initiatives dans le secteur agricole, la politique gouvernementale d'intégration en amont ainsi que les opportunités d'accroître les exportations de gaz vers l'Europe.

Une balance commerciale excédentaire de 6 milliards de dollars

Les échanges bilatéraux Nigeria-UE ont atteint 28 milliards de dollars en 2021, avec un excédent de 6 milliards de dollars en faveur du Nigeria grâce aux ventes de pétrole et gaz à l'Europe. L'UE, premier investisseur au Nigeria, représente 20% du commerce avec le reste du monde. Par ailleurs, le Programme indicatif multi annuel de l'UE pour le Nigeria, qui couvre la période 2021-2024, a atteint 508 millions de dollars avec pour première priorité la promotion d'une économie verte et numérique.

Noël Ndong

CANALBOX

PROMO VACANCES



DU 1^{ER} AU 31 JUILLET 2022

BOX FIBRE & INSTALLATION

OFFERTES

**POUR TOUTE SOUSCRIPTION
À L'OFFRE INTERNET START**

55 00

CANALBOX CONGO
www.canalbox.cg

**50 Mb/s
EN ILLIMITÉ**

**ABONNEMENT MENSUEL
25 000** FCFA / MOIS

SOMMET IDA/DAKAR

Les Africains face au défi du développement continental

La déclaration publiée le 7 juillet à Dakar, au Sénégal, à l'issue du sommet de l'Association internationale de développement (IDA), engage les dirigeants africains sur de nombreux impératifs qu'ils doivent surmonter pour mieux conduire les politiques destinées au développement du continent.

De prime abord, dans cette déclaration conjointe en quinze points, les chefs d'Etat et de gouvernement africains présents dans la capitale sénégalaise (1) sont unanimes pour reconnaître que « la plupart des pays du continent n'ont pas connu de progrès significatifs dans les domaines tels que la réduction de la pauvreté, l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODDs) et l'accumulation de capital humain ». Ces objectifs sont proches de ceux contenus dans l'Appel d'Abidjan, lancé le 15 juillet 2021, qui préconisait : « l'amélioration du capital humain », « la création d'emplois par des politiques de développement du secteur privé », et « la relance économique ».

S'ils notent que depuis deux ans, la pandémie de Covid-19 à laquelle s'ajoute désormais, en termes de contrariétés, le conflit russo-ukrainien, a fragilisé les économies africaines, les chefs d'Etat et de gouvernement veulent néanmoins voir les conditions d'existence s'améliorer pour les populations les plus vulnérables constituées de femmes, d'enfants et de déplacés des crises multiformes que connaît le continent. Cette situation est d'autant plus préoccupante que, comme le souligne la déclaration : « A fin mai 2022, vingt-trois pays de notre continent présentent un risque élevé de surendettement ou sont en surendettement ». L'Afrique qui est par ailleurs « confrontée à une crise alimentaire et nutritionnelle majeure » depuis trois ans. Autant de défis à la résolution desquels le sommet de Dakar s'est voulu aussi une tribune d'engagements.

Améliorer la gouvernance publique

A l'écoute du continent, l'IDA qui relève du groupe de la Banque mondiale, a mobilisé 93 milliards de dollars US devant servir au financement des projets et programmes à impacts visibles en matière de développement économique. L'un des engagements pris à Dakar par les chefs d'Etat est de ne pas ériger la crise de Covid-19 en une fatalité : « Nous nous engageons à accélérer la transformation économique de l'Afrique...

à travers un leadership politique fort et des actions volontaristes... dans les domaines de la bonne gouvernance, de la sécurité, de la paix ainsi que de la préparation aux crises ».

A l'évidence, la pandémie du coronavirus a prouvé que plusieurs Etats du continent et des autres parties de la planète sont en retard dans l'anticipation des calamités d'une telle envergure. D'où aujourd'hui la mise en œuvre d'initiatives en faveur de la bonne organisation des actions de riposte. La République du Congo vient ainsi de finaliser le cadre stratégique national du Centre des opérations d'urgence de santé publique-Cousp-, dont la mission est de faciliter la mobilisation des ressources humaines et financières dans la lutte contre les épidémies.

La place du secteur privé

Le succès de nombreux en-

gagements pris par les chefs d'Etat et de gouvernement, que nous ne pourrions tous lister ici, passe aussi par l'implication des acteurs expérimentés dans différents secteurs économiques. Les partenaires privés sont à ce titre des interlocuteurs de premier plan : « Nous réaffirmons que les projets transversaux à financer par l'IDA-20 (nommée ainsi parce que l'initiative est à sa vingtième mobilisation des ressources Ndlr) doivent favoriser une forte implication du secteur privé et requièrent un accompagnement de celui-ci par la Société financière internationale-SFI », plaide la déclaration. Dans cette vision du renforcement du partenariat public-privé, le sommet de Dakar a ciblé les secteurs comme le changement climatique, l'agriculture, l'innovation dans les chaînes de valeur alimentaire, afin de « réduire

la dépendance de l'Afrique à l'égard des importations de produits alimentaires ».

A propos du changement climatique, au risque de se répéter, les chefs d'Etat ont rappelé que « le plus grand atout de l'Afrique pour relever le défi climatique est son capital naturel inégalé, qui assure la subsistance de plus de 70% des Africains ». Il n'est pas question de s'en contenter, mais d'améliorer la visibilité et l'opérationnalité des mécanismes déjà en place parmi lesquels on peut citer l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale-Cafi-, le Fonds bleu pour le Bassin du Congo et le Fonds vert pour le climat.

Les axes prioritaires

Nul doute que tout cet ensemble ne peut fonctionner sans la prise en compte d'une priorité comme l'électricité. En raison de la transversalité

entre ce secteur et la préservation de l'environnement, en termes « savants », on parle dorénavant de « transition énergétique ». Les dirigeants africains la souhaitent « juste et équitable ». Ils réitèrent leur détermination à « prendre des mesures pour assurer l'accès universel à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous d'ici 2030 ». Dans seulement huit ans, si l'on doit décompter, il faudra « fournir l'électricité à 85 millions de personnes supplémentaires ».

D'une priorité l'autre, l'homme est au cœur de cet agenda ambitieux. Cela implique d'investir dans l'éducation et la formation du capital humain. La création des centres d'excellence est encouragée, l'amélioration de l'offre de santé, le développement de l'économie numérique, la construction des infrastructures routières doivent intégrer cette liste des priorités pour l'Afrique.

Conclure peut-être ? En indiquant qu'en fait les problèmes de l'Afrique sont connus. Et les chefs d'Etat en premier sont mieux placés pour montrer le chemin du succès. Qu'il s'agisse de l'intérêt suscité chez leurs compatriotes par le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine-Zlecaf-, du Programme de développement des infrastructures en Afrique-Pida-, du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique-Nepad, des ensembles sous-régionaux d'intégration ou des partenariats bilatéraux ou multilatéraux, le tableau de bord est assez lumineux pour autoriser de dispendieux tâtonnements. Sans doute manque-t-il à ce processus ce que la déclaration de Dakar a mentionné noir sur blanc dans son quinzième et dernier point, à savoir, susciter pour toutes ces promesses actées « un leadership et un engagement politique forts » et l'adhésion de tous. L'Afrique est face à ses responsabilités.

Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gambie, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Kenya, Libéria, Madagascar, Mauritanie, Malawi, Nigeria, République du Congo, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Togo, Comores, Zimbabwe.

Gankama N'Siah

Denis Sassou N'Guesso élevé à la dignité de grand Croix de l'ordre national du Lion

En reconnaissance de ses efforts dans la consolidation de l'amitié entre Dakar et Brazzaville, le chef de l'Etat congolais a été distingué par le président Macky Sall, lors d'une réception au palais de la République, en marge du sommet des dirigeants africains avec le groupe de la Banque mondiale.



Le président sénégalais, Macky Sall, a remis, le 7 juillet, à son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso, les insignes de Grand-Croix dans l'ordre national du Lion, plus haute distinction de l'Etat du Sénégal qui récompense en temps de paix des personnalités pour des services civils ou militaires et pour leurs activités professionnelles. Dans le cas du chef de l'Etat congolais, cette élévation couronne ses efforts dans le raffermissement des relations entre le Congo et le Sénégal, a indiqué en substance l'hôte de Denis Sassou N'Guesso.

Emu, le président de la République a rappelé les liens historiques qui unissent les peuples séné-

lais et congolais, Dakar et Brazzaville a-t-il rappelé, ayant été, sous la colonisation, respectivement capitale de l'Afrique occidentale française et capitale de l'Afrique équatoriale française : « Le Sénégal et le Congo, c'est une vieille histoire de lutte, d'amitié, une histoire de famille ; les peuples sénégalais et congolais sont connus durant toute la période coloniale et mené toutes les luttes ensemble », a-t-il souligné.

Rappelons que le même honneur a été fait au président nigérian, Mouhamadou Buhari, invité comme d'autres chefs d'Etat et de gouvernement africains au sommet de Dakar.

Les Dépêches de Brazzaville

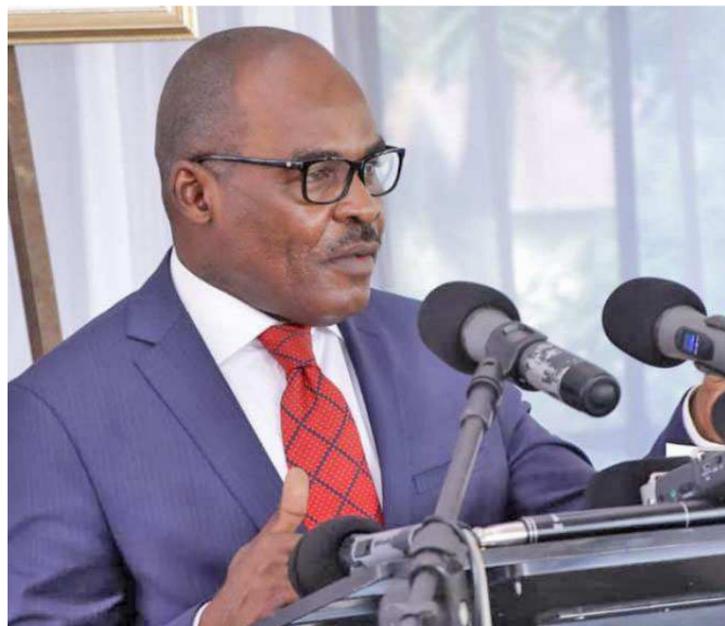
RDC – FMI

Kinshasa espère le « décaissement immédiat » de 203 millions de dollars

La conclusion satisfaisante de la deuxième revue du Programme élargi du gouvernement (PEG) appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) ouvre la voie à une telle perspective dans le cadre de l'appui à la balance de paiements. Cette performance, a expliqué le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, est le fruit d'une bonne mobilisation des recettes domestiques favorisée par le bon comportement des cours mondiaux des produits miniers et les efforts de maximisation des recettes publiques du gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC).

Le 6 juillet dernier, la presse congolaise a été conviée à un important point de presse du ministère des Finances. Face aux journalistes, le ministre Nicolas Kazadi était accompagné de son collègue du Budget, Aimé Boji; de la gouverneure de la Banque centrale du Congo (BCC), Malangu Kabedi; et du représentant résident du Fonds monétaire international (FMI), Gabriel Leost. A l'ordre du jour des échanges, la deuxième revue du PEG appuyé par la FEC, ainsi que les retombées de la conclusion satisfaisante.

Selon l'argentier national qui s'est largement étendu sur cette question, la première retombée directe et non des



Nicolas Kazadi

moindres est le décaissement immédiat de 203 millions de dollars américains d'appui à la balance des paie-

ments. Cet appui va conforter les réserves de change de la BCC. Par ailleurs, il ne faut pas oublier l'accélération de

l'utilisation de DTS avec un décaissement supplémentaire de 211 millions de dollars américains en faveur du Programme de développement local de 145 territoires. Dans la foulée, Nicolas Kazadi a fait état d'une autre retombée très importante. Il s'agit de l'appui budgétaire de 250 millions de dollars américains de la Banque mondiale (BM). En effet, dans nos précédentes éditions, nous soulignons le caractère assez exceptionnel de la décision de la BM qui survient dix ans après le dernier appui de cette institution financière internationale à la RDC.

Si ces faits peuvent rassurer du réchauffement effectif de la coopération entre la

RDC et ses partenaires traditionnels, dont le FMI, il faut noter que le gouvernement est déterminé à poursuivre ses réformes stratégiques. Il s'agit, notamment, de l'informatisation de la chaîne de la recette, l'élargissement de l'assiette fiscale par l'introduction de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et sociétés, la rationalisation des dépenses fiscales, la réforme du système de subvention aux prix du carburant, l'encadrement de la dette publique à travers une loi, la maîtrise de la masse salariale, la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance dans le secteur minier.

Laurent Essolomwa

COMMERCE

Lufu reprend du service

Fermé durant deux ans pour des raisons de Covid-19, le poste frontalier congolo-angolais, au niveau de la cité de Lufu, dans la province du Kongo Central, est de nouveau opérationnel. Les autorités des deux pays ont assisté à cet événement qui marque la reprise d'un business qui occupe des milliers de ressortissants tant de la République démocratique du Congo que de l'Angola.

La Cité de Lufu a connu ses heures de gloire avant la fermeture en 2020 pour des raisons de crise sanitaire. Situé à 80 km au Sud de Matadi, et à plus de 300 km du Centre-ville de Kinshasa, il s'agit d'un marché qui fonctionnait à l'époque comme un simple couloir de passage ou de transit. Depuis le mardi dernier, la célèbre frontière entre les deux pays est de nouveau accessible aux milliers de ressortissants des deux pays qui y exercent le commerce. Au fil des années, il s'est créé ce que l'on qualifie en économie « une dynamique transfrontalière d'échange commercial » entre les deux pays au niveau de la province du Kongo Central. Les lignes de partage se sont effacées au profit des impératifs économiques, même si les flux de commerçants qui traversent la frontière n'étaient pas enregistrés dans le cadre du commerce intra-africain.

Comme l'explique un économiste, les flux transfrontaliers s'opèrent en général dans le cadre d'un circuit

informel qui représente un grave manque à gagner pour les pays. Par ailleurs, les industries locales paient aussi le prix fort de l'entrée très souvent frauduleuse des produits similaires écoulés sur le marché. Il s'agit des produits de première nécessité et manufacturés ainsi que les différentes initiatives de la population pour survivre. Plusieurs enquêtes ont révélé un impact socio-économique direct sur la politique économique à Kinshasa. L'entrée massive des marchandises a contribué à « forcer » la baisse des prix au niveau des marchés locaux comme le Grand marché, Gambela, Matadi-Kibala, Matete et Zigida. La majorité des produits sont, nous le disions, des biens de première nécessité comme le semoule de maïs, le riz, l'huile végétale, le savon, les boissons en cannettes, les produits laitiers, le sucre, le ciment, le carburant, les vêtements, les chaussures, les appareils électro-ménagers, etc. Au regard des flux, certaines



banques n'ont plus hésité à ouvrir des guichets sur place. Sans un bon encadrement des États, ces activités ne peuvent pas s'inscrire dans une stratégie de reconstruction et de réhabilitation des systèmes économiques. La reprise des flux transfrontaliers va servir à booster

les échanges économiques, espère-t-on, et le vice-premier ministre et ministre rd-congolais de l'Intérieur, qui a procédé à la cérémonie officielle de réouverture du poste frontalier de Lufu, met en garde contre les désordres. A ce propos, dans la partie rd-congolaise de la

frontière, il faut signaler la construction de nouvelles infrastructures de contrôle. Lui et son homologue angolais ont procédé symboliquement à la traversée de la frontière sur le Pont Lufu renoué marquant ainsi le départ des activités commerciales.

L.E.

VILLE DE KINSHASA

Le nouveau marché Type K bientôt ouvert au public

Le marché moderne construit sur fonds propres du gouvernement de la capitale congolaise a une capacité d'accueil de 1 500 tables et 99 magasins. Le but est d'atteindre 3 mille étalages contre 200 magasins plus ou moins.

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a inspecté, le 7 juillet 2022, les travaux de construction du marché moderne à la place Type K, dans la commune de Kinshasa. Ce marché est construit avec une capacité d'accueil de 1 500 tables et 99 magasins.

Sur place, la commissaire générale en charge de l'Environnement, Laetitia Bena Kabamba, a annoncé l'ouverture officielle de ce marché dans les prochains jours. Elle a également noté la volonté d'agrandir la capacité d'accueil de ce centre de négoce. « Nous devons continuer à travailler pour



Des pavillons du marché Type K.

donner le droit d'accès du site derrière. Le but ici est d'atteindre 3 mille étalages contre 200 magasins plus ou moins. Néanmoins, les travaux se poursuivent », a-t-elle fait savoir.

Le gouverneur Gentiny Ngobila a, quant à lui, salué la qualité des travaux effectués par l'entreprise chinoise qui travaille en partenariat avec la ville de Kinshasa.

Rappelons que c'est le gouvernement provincial de Kinshasa qui a financé les travaux de construction de ce marché moderne dont la pose de la première pierre a été faite par le gouverneur Gentiny Ngobila en 2021.

Lucien Dianzenza

RUMB'ART

La femme, un des indispensables atouts de la rumba

Commissaire de l'exposition ouverte du 24 juin au 15 juillet à Wallonie-Bruxelles, le peintre Franck Dikisongele, communément appelé Diki, met en relief la gent féminine, chanteuses et animatrices radio-télé qui ont accompagné la musique congolaise, soutenu les efforts déployés par les musiciens pour sa large diffusion.

Pour Diki, il est impensable d'évoquer la grande épopée de la rumba sans faire l'éloge des femmes qui font partie de ses estimés ambassadeurs, notamment Lucie Eyenga. Il la tient à raison pour cette voix d'exception qui a su voguer sur les deux Congo, a donné à la rumba congolaise quelques-uns de ses classiques. La chanteuse reconnue à l'international, vocaliste, auteure-compositrice et interprète fait figure de pionnière. Et donc, dit le peintre sur un ton empreint d'une nette indignation : « J'ai cristallisé Lucie Eyenga, et ce n'est que justice, car on ne parle que des rois de la rumba comme si l'on ignorait qu'à côté du roi, il y a une reine ». Pourtant, ajoute-t-il : « Nous savons tous qu'une des particularités de la rumba, c'est qu'elle ne se danse pas seul, mais en couple, avec une dame. S'il a existé un roi de la rumba, il y avait donc une reine de la rumba avec qui il dansait ». Ainsi donc, conclut-il : « Je ne concevais pas d'ignorer des figures comme Lucie Eyenga. Mais encore, il y a des dames à l'instar de Mama Angebi et Mama Kanzaku qui ne se sont pas contentées de danser la rumba. Elles en ont parlé, fait l'apologie de la rumba ».

En outre, Diki rappelle que la rumba, dont l'un des grands thèmes favoris reste l'amour, a ses muses à l'instar de tout art. Et, il n'en est pas une qui ait autant été citée que celle de Papa Wendo, reconnu comme le « père » de la rumba et de la musique congolaise moderne. « Wendo Kalosoy a chanté Marie Louise », ce tube intem-

porel fait partie des classiques de la rumba, c'est naturel d'immortaliser cette femme », a-t-il soutenu. Le mérite, les honneurs rendus aux acteurs de la rumba ne devraient pas être le seul appanage de la gent masculine, pense Diki. « Pourquoi ne dit-on rien à propos de toutes ces femmes qui ont été aux origines de la rumba alors que l'on cite et pense à Wendo Kalosoy, Kallé Jeff, et tous ces autres noms que l'on connaît si bien ? », interroge-t-il. De ce questionnement est née une motivation qu'il a partagée au « Courrier de Kinshasa ». « Mon regard s'est posé sur ces grandes dames, a voulu rendre concrète leur valeur dès lors qu'elles ont aussi fait parler de la rumba au même titre que leurs homologues. C'est dans ce contexte que se situent mes peintures, elles cristallisent les dames. L'on ne peut pas aborder la concrétude de la rumba sans les figures féminines. Il y a eu Abeti Masikini, M'Pongo Love, Tshala Muana, Mbilia Bel avant d'arriver à celles d'aujourd'hui. Pourquoi s'interdit de parler de la rumba au féminin ? D'ailleurs l'on ne devrait parler de la rumba ni au féminin, ni au masculin, mais de la rumba tout court », a expliqué le peintre.

Art culinaire et danse

En sus, à côté des hommes et femmes qui ont vulgarisé la rumba, il y a, dit-il, « les intrants de la rumba, les objets, les circonstances et moments, tout un ensemble de choses en plus des



humains ». L'artiste a évoqué d'autres disciplines artistiques qui se sont exprimées autour de la rumba, « théâtre, arts plastiques, arts culinaires, etc. ». Et, particulièrement sur l'art culinaire, Diki cite une de ses peintures, « Le liboke » inspiré de « Sisika, bouquet de roses » de Papa Noël Nedule, interprété par Sam Mangwana. Savoir que le poisson en papillotes cuit dans des feuilles végétales cité dans ce tube est une des spécialités culinaires congolaises, un délicieux met bien apprécié des étrangers.

De son côté, Hervé n'Damvu a

peint « Origines », une grande toile (2,20m x 1,80m) où des femmes aux seins nus dansent au son du tambour que bat une musicienne. Évocation des origines de la rumba car, dit-il : « Nos ancêtres célébraient la rumba au départ appelée kumba. Les propriétaires d'esclaves ayant du mal à prononcer ce mot tel quel, kumba est devenu rumba. Tous les événements, décès, naissance, moments de tristesse ou réjouissances étaient accompagnés par la musique. La rumba fait partie de la culture congolaise, l'accompagne tou-

Hervé n'Damvu posant à côté d'Origines/Adiac jours ». Et de renchérir : « Il n'y a que des femmes sur cette toile, c'est fait exprès. L'image de la rumba n'est représentée que par des hommes aujourd'hui, pourtant, la danse est indissociable de cette musique, elle en fait partie. Le plus souvent ce sont les femmes qui sont en évidence dans les concerts, ce sont elles qui dansent alors que les hommes chantent, l'on ne peut pas les exclure ». Et, conclut-il : « En parlant de la rumba, je prône la femme car c'est elle qui mène la danse ».

Nioni Masela

CONTE

Julles Ferry Moussoki en tournée nationale

C'est au total six dates bouclées dans l'agenda du conteur congolais, Julles Ferry Moussoki, qui l'ont déjà conduit tour à tour à Brazzaville et Pointe-Noire et dans les prochains jours à Ouesso puis Oyo.

Débutée à Brazzaville, le 2 juillet dernier, la tournée du projet culturel « Le soir au Mbongui » continue de se déployer sur le plan national. Le conteur congolais a livré trois spectacles les 5, 6 et 9 juillet à Pointe-Noire. Des spectacles qui ont eu lieu dans des salles, à l'espace Yaro et à l'espace Kunkode, ainsi qu'au bord de la mer dans une ambiance bon enfant. « Le public était ravi de vivre ces moments et on pouvait lire sur les visages cette gaieté. En effet, pendant longtemps, ce genre de rendez-vous n'était plus vivable dans nos communautés. Le conte, le mbongui avait disparu. Et donc c'était une grande joie de faire revivre ces moments ici à Pointe-Noire. Les grands-parents, adultes et enfants ont d'ailleurs souhaité que le conte se perpétue à travers de telles initiatives », a dé-

claré Julles Ferry Moussoki, dont les contes majeurs partagés durant ce périple sont entre autres « Mpandi et les deux objets magiques », ainsi que « La fille qui courait derrière sa chance ».

Dans la suite de cette tournée, l'artiste congolais est appelé à être sur scène, le 14 juillet dans la ville de Ouesso, dans le département de la Sangha, et le 18 juillet, sauf changement de programme, à Oyo, dans le département de la Cuvette. Avec le français comme langue de communication ainsi que quelques séquences en langues nationales, Le soir au Mbongui permettra au public de ces deux localités, enfants et adultes, de se donner rendez-vous pour écouter et savourer la culture traditionnelle et moderne à travers les contes d'hier et d'aujourd'hui, devinettes, mythes et rites.

Le soir au Mbongui est un projet



culturel initié par la compagnie Nzonzi et dirigé par Julles Ferry Moussoki, conteur médaillé d'or en contes aux 8e jeux de la Francophonie à Abidjan en 2017, dans le but de transmettre la culture orale, de partager et de recueillir des besoins traditionnels de la

population, de mettre en valeur les sites historiques et touristiques du Congo et de véhiculer les valeurs morales à la population. Cet événement s'inscrit dans l'optique de la valorisation et de la dynamisation de la culture ancestrale de l'oralité qui a longtemps caractérisé le conti-

ment africain, et en parallèle la société congolaise.

« Le soir au Mbongui est une manière pour nous de revitaliser cette tradition qui a tendance à disparaître au nom de la mondialisation. Le soir au Mbongui ambitionne la promotion, la diffusion et la vente des spectacles de l'oralité au plan national. Le programme permet aussi de faire revivre les instants de joie à l'image de nos Mbongui hier; sous le rythme des contes, des proverbes, des devinettes, des danses, des percussions et bien d'autres expressions artistiques de la parole et du langage », a fait savoir Julles Ferry Moussoki.

Notons que pour cette tournée, Julles Ferry Moussoki est en compagnie de Préférée Banzouzi et Steve Tchibinda, également conteurs. Davy Malonga en est le régisseur général. Au regard des fonds à mobiliser pour la réussite de cette tournée, appelée à se déployer également dans d'autres localités du pays, la compagnie Nzonzi se dit ouverte à tout type de partenariat et sponsoring.

Merveille Atipo

Une soirée autour du feu ponctue les activités de Jorus Mabiala à Pointe-Noire

Au bord de la mer et le soir au Mbongui ont réuni, le 6 juillet au Centre des ressources du conte et des arts de l'oralité à Côte matève, dans le 6^e arrondissement Ngoyo, les amoureux et férus du conte qui sont venus dire au revoir à Jorus Mabiala, conteur congolais résidant à Marseille, après son long séjour de travail dans la ville océane et d'autres villes du pays.

Après près de dix mois d'activités dans la ville océane, Jorus Mabiala, conteur de la compagnie Africa Graffiti, a offert une journée de conte en guise d'aurevoir, en organisant le conte au bord de la mer et le dernier Mbongui autour du feu. Deux activités qui ont connu la participation de Jules Ferry Moussoki, comédien et conteur congolais, médaillé d'or aux 8es Jeux de la Francophonie en 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire).



Les conteurs à la plage DR

Au cours de cette journée dédiée au conte, les conteurs d'Africa Graffiti, Jules Ferry Moussoki et Jorus Mabiala ont égayé le public d'abord à la plage en fin de journée puis au Centre des ressources du conte et des arts de l'oralité en soirée. Les contes d'ici et d'ailleurs, les animations diverses autour du feu, les danses ont égayé le public heureux d'avoir participé à une journée mémorable.

Signalons que Jorus Mabiala, le conteur congolais résidant à Marseille a, lors de son séjour au Congo, joué avec sa compagnie de conte «Africa Graffiti» dans les écoles, les lieux et salles de spectacles, sans oublier les nombreux spectacles et rencontres diverses, formations et ateliers qu'il a initiés au Centre des ressources du conte et des arts de l'oralité à Côte matève.

Hervé Brice Mampouya



Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv



LIVRE

« La politique au Congo de Makoko à 2021 » présenté au public

L'écrivain Georges Nguila a présenté son livre « La politique au Congo de Makoko à 2021 », de 344 pages, le 6 juillet, dans le hall de l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville.

Constitué de deux grandes parties, à savoir « La pré-coloniale jusqu'à l'indépendance » et « Une analyse du système politique », le présent ouvrage de Georges Nguila peint l'aventure des Congolais de l'antiquité à nos jours sur plus de 1000 ans. Une aventure mi-claire et obscure faite des hauts et des bas et qui aujourd'hui semble s'apparenter à une tragédie voilée. En effet, à travers ce livre, l'auteur secoue les certitudes, les idées reçues et bouscule les mentalités obsolètes affichant des faits parfois risibles, tragiques comme dans « Le pleurer-rire » d'Henri Lopes.

Dans son approche, l'investigation ne s'arrête pas qu'aux acteurs politiques mais aussi à la population entière et aux structures censées permettre le vivre-ensemble, autrement dit la vie publique ou politique. A ce propos, Georges Nguila s'est efforcé de démontrer que la paix et le développement sont possibles, à condition de renouveler la gouvernance qui devrait cesser de relever de la compétence exclusive de l'Etat et de renouveler la nation sur des bases nouvelles. « *Nous devons changer le design politique, changer les gestions politiques, la nature des systèmes électoraux*



L'écrivain Georges Nguila présentant son livre Adiac

ainsi que le financement des partis politiques », en pense-t-il.

Après la présentation du livre par l'auteur lui-même, la rencontre littéraire s'est poursuivie par une séance de questions-réponses entre le public et Georges Nguila. Si certains ont félicité l'auteur pour cette œuvre dont le travail a été de longue haleine en vue de remonter le temps afin de décrire l'histoire du Congo sur plus de 1000 ans, d'autres par contre ont fustigé l'esprit extrêmement critique de l'auteur sur l'évolution socio-politique du pays qui ne cadre totalement pas avec les faits passés.

Notons que l'ouvrage « La politique au Congo de Makoko à 2021 » a été publié à compte d'auteur.

Mira Boussiengue, stagiaire

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Coupes d'Europe

Ligue des champions, matches aller, 1er tour préliminaire

Maribor et Antoine Makoumbou, titulaire au cœur du jeu, sont en danger après le match nul concédé à domicile face aux Bélarusses de Saligorsk (0-0). Le match retour, mercredi 13, s'annonce périlleux pour le champion de

Slovénie.

Ligue Europe Conférence, matches aller, 1er tour préliminaire

Bonne opération du FC Differdange, qui va faire match nul 1-1 chez l'Olimpjia Ljubljana. Arrivé le 1er juillet au club, Christoffer Mafombi était sur le banc en Slovénie, mais pourrait jouer le match retour, jeudi 14 juillet, à domicile.

Également engagés à ce stade de la compétition, le DAC Dunajska et Yhoan Andzouana font l'essentiel au match aller face aux Nord-irlandais de Cliftonville (2-1).

L'ancien Monégasque était titulaire au poste d'ailier gauche. Actif, il tenta d'accélérer le jeu de son équipe. Ainsi, c'est lui qui écarte sur la droite et sert Szantho pour l'ouverture du score (25e).

A la réception d'un corner, le gaucher n'attrape pas le cadre avec sa demi-volée.

Remplacé à la 62e, à 1-1.

Le match retour à Belfast n'aura rien d'une sinécure pour la formation slovaque.

Le Partizani Tirana prend une option après son succès 1-0 à Saburtalo. Chandrel Massanga était titulaire dans l'entrejeu face aux Géorgiens, contrairement à Archange Bintsouka, absent.

Dila Gori s'incline chez les Finlandais de KuPS (0-2). Sans Romaric Etou, qui n'a pas retrouvé la compétition depuis sa blessure à la cheville en août 2021.

Camille Delourme



Premier match et première passe décisive pour Yhoan Andzouana cette saison (dac1904.sk)

TRANSFERTS

Bradley Mazikou passe du CSKA Sofia à l'Aris Salonique

En fin de contrat en Bulgarie, le latéral gauche international va poursuivre sa carrière en première division grecque, à l'Aris Salonique.



Bradley Mazikou s'est engagé pour trois saisons en faveur du « Dieu de la guerre », le surnom de l'Aris Salonique (aristc.com)

Après trois saisons pleines au CSKA Sofia (110 matches joués toutes compétitions confondues, 4 buts, 11 passes décisives), Bradley Mazikou s'est engagé pour la même durée en faveur de l'Aris Salonique.

Avec l'équipe basée à Thessalonique, le gaucher de 26 ans va retrouver la Ligue Europa Conférence, puisque la troisième place du club l'a qualifié pour le second tour des qualifications, les 21 et 27 juillet face aux Bélarusses du FK Gomel (retour à l'extérieur).

L'ancien Lorientais connaît déjà la compétition pour avoir disputé douze matches la saison dernière avec le CSKA Sofia, dont six de qualification.

Rappelons qu'avec le club bulgare, le natif d'Orléans a remporté une coupe de Bulgarie, en 2021, et a été deux fois dauphin de Ludogorets (2020 et 2022).

L'international congolais, qui a signé son contrat de trois ans mercredi, n'a pas pris part au match de préparation de son équipe, vendredi face à Limassol.

Il pourrait donc faire ses débuts sous son nouveau maillot lundi lors du match face à l'Olympiakos.

C.D.

DIPLOMATIE

Mohamed Bek El Fadel prend ses fonctions

Le premier consul honoraire du Gabon à Pointe-Noire a été investi dans ses fonctions le 7 juillet par Alexandre Honoré Paka, préfet du département de Pointe-Noire, en présence de René Makongo, ambassadeur du Gabon en République du Congo et de plusieurs membres de représentations consulaires.

L'installation de Mohamed Bek El Fadel, âgé de 30 ans, dans ses nouvelles fonctions de consul honoraire du Gabon à Pointe-Noire renforce la cordialité des relations qui existent entre le Congo et le Gabon, deux pays voisins qui vont davantage raffermir leur coopération à travers cette nouvelle représentation.

René Makongo, ambassadeur du Gabon au Congo, a exhorté le nouveau consul à entretenir une bonne collaboration avec les autorités politiques, administratives et militaires de la ville océane en respectant les lois et règlements en vigueur en République du Congo. « Vous allez désormais partager votre temps entre vos unités de production et le Consulat car cette nouvelle carrière que vous entamez requiert les qualités humaines, professionnelles, mais aussi la disponibilité, le contact, l'efficacité... », a-t-il fait sa-



voir au consul.

En remettant le drapeau national de la République du Gabon et les autres attributs du pouvoir à Mohamed Bek El Fadel, Alexandre Honoré Paka, préfet du département de Pointe-Noire, a traduit la volonté inébranlable des présidents Ali Bongo Ondimba du Gabon et Denis Sassou N'Gusso du Congo de raffermir les relations qui unissent les deux pays.

Installé dans ses fonctions, le nouveau consul honoraire du Gabon à Pointe-Noire a déclaré : « M. le préfet, je mesure la délicatesse de la tâche qui m'attend et je fonde mon espoir sur votre encadrement et soutien pour satisfaire les attentes de l'Etat gabonais ». Et d'ajouter « Dans l'accomplissement de mes fonctions, je vais m'atteler au renforcement des relations d'amitié entre le peuple congolais et gabonais, contribuer à

la dynamisation de la coopération entre nos deux pays, singulièrement dans les échanges commerciaux. J'exhorte les Gabonais et gabonaises qui ont choisi le Congo comme seconde patrie à respecter scrupuleusement ses lois et règlements en vigueur pour consolider le vivre-ensemble avec la population du département de Pointe-Noire ». Mohamed Bek El Fadel est né le 14 septembre 1992 à Libreville au Gabon. Il fit ses études primaires à l'école franco-britannique de Libreville, avant de les poursuivre au lycée français de Beyrouth au Liban pour le cycle secondaire. Après ses études supérieures, il entame une vie professionnelle dans une société familiale. En 2013, il crée Atlas Congo, une société de communication et de régie publicitaire d'impression et d'affichage de grands formats.

Hervé Brice Mampouya



AVIS DE RECRUTEMENT N° 10 / UGP-REDISSE IV-SPM POUR LE RECRUTEMENT D'UN « Spécialiste en Sauvegarde sociale de l'UGP-REDISSE IV » (Publication période du 08 au 14 Juillet 2022)

Le Gouvernement du Congo a obtenu de la Banque Mondiale, un financement de l'ordre de Quinze Millions (15 000 000) de dollars USD (crédit) pour la mise en œuvre de la phase IV du Projet Régional de Renforcement des systèmes de surveillance des maladies (REDISSE) en Afrique Centrale. La durée du projet est de cinq (5) ans et ses interventions doivent s'exécuter au cours de période allant de 2020 à 2024. Le projet s'est fixé deux objectifs de développement, à savoir, (i) renforcer les capacités intersectorielles nationales et régionales en matière de surveillance collaborative des maladies et de préparation aux épidémies dans la région de la CEEAC et (ii) d'apporter une réponse immédiate et efficace aux crises ou situations d'urgence éligibles.

Pour faciliter sa mise en œuvre, le projet REDISSE IV est structuré en quatre composantes comme suit :

Composante 1 : Renforcement des capacités de surveillance et de laboratoire pour une détection rapide des épidémies.

Composante 2 : Renforcement des capacités de planification et de gestion des urgences pour réagir rapidement aux épidémies.

Composante 3 : Développement des ressources humaines en santé publique.

Composante 4 : Renforcement des Capacités Institutionnelles, Gestion, Coordination et plaidoyer. Faisant référence au document du projet, il est prévu le recrutement d'un Spécialiste en sauvegarde sociale avec des qualifications acceptables pour le projet.

Le présent avis est lancé en vue du recrutement d'un Spécialiste en sauvegarde sociale du projet.

I. Mandat général du Spécialiste en sauvegarde Sociale

Le/la spécialiste en Sauvegarde sociale est placé(e) sous la supervision du Coordonnateur de l'UC REDISSE IV à qui il (elle) rend compte de ses activités. Il (elle) assiste le projet dans la préparation des

instruments de sauvegarde sociale, notamment le Cadre de gestion environnemental et social (CGES), tel que défini dans le Plan d'engagement environnemental et social (PEES) négocié entre la République du Congo et la Banque mondiale.

Le/la spécialiste en Sauvegarde sociale devra s'assurer de la prise en compte des dispositions juridiques nationales et internationales ainsi que des normes sociales de la Banque mondiale dans la conduite des activités de projet REDISSE IV.

Il/elle travaillera en étroite collaboration avec le/la Spécialiste en sauvegarde environnementale ainsi qu'en collaboration avec l'ensemble du personnel du projet et les différentes parties prenantes.

II. Tâches de Le/la spécialiste en Sauvegarde sociale

Sous la supervision du Coordonnateur de l'UC REDISSE IV, le/la spécialiste en Sauvegarde sociale sera chargé(e) entre autres de :

-Elaborer en collaboration avec le/la Spécialiste en sauvegarde environnementale et l'Expert(e) en genre, les documents de sauvegarde sociale selon le canevas et calendrier convenu avec la Banque mondiale ;

-Mettre à jour et mettre en œuvre le cas échéant en collaboration avec le/la Spécialiste en sauvegarde environnementale et l'Experte en genre; le Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES) et le plan de mobilisation des parties prenantes du projet ;

-Elaborer, réviser et mettre en œuvre en collaboration avec le/la Spécialiste en sauvegarde environnementale, l'Expert(e) en genre, les Procédures de Gestion de la main œuvre (PGMO), les mécanismes de gestion des Plaintes (MGP) et le cadre de planification en faveur des populations autochtones (CPPA), le Plan en faveur des Populations Autochtones (PPA) ;

-Veiller au respect de l'application du PEES et si

nécessaire prendre des initiatives pour sa mise à jour ;

-Veiller à la mise en œuvre des mesures environnementales prévues dans les documents de sauvegardes dans le cadre de la planification, de la surveillance et du suivi social des sous projets ;

III. Profil du/de la candidat(e)

-Avoir un diplôme d'études universitaires (Bac+5) en sciences sociales, science environnementale ou dans toute autre discipline connexe (anthropologie, sociologie, politiques publiques, développement communautaire, etc.) ;

-Avoir une connaissance approfondie des politiques opérationnelles de sauvegarde sociale de la Banque mondiale et de la législation nationale en matière de développement social ;

-Avoir une connaissance du nouveau cadre environnemental et social (CES) de la Banque mondiale ;

-Justifier d'une expérience avérée dans l'utilisation des approches participatives du développement et de la collaboration avec la société civile, les ONG, l'administration locale, le secteur privé, les organisations des femmes et des jeunes et autres parties prenantes concernées ;

-Elaborer, Réviser et mettre en œuvre le Cadre de Politique de Réinstallation Involontaire (CPR), si nécessaire,

-Avoir une bonne capacité d'analyse, de rédaction et de synthèse ;

-Avoir une aptitude à travailler sous pression, en équipe multidisciplinaire dans un milieu multiculturel ;

-Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique.

IV. Procédure et Méthode de Sélection :

La procédure de sélection sera conduite conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement de la Banque Mondiale, édition juillet 2016.

Le recrutement sera effectué par appel à candidature et comportera deux (2) phases :

•Une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV ;

•Une phase d'interview des candidats présélectionnés. Le candidat retenu à l'issue de la phase d'interview sera invité à une séance de négociation de son contrat de travail.

V. Composition du Dossier de candidature

Le dossier de candidature sera constitué comme suit :

•Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur de l'UGP-REDISSE IV ;

•Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;

•Un curriculum vitae détaillé ;

•Les copies des attestations de travail du candidat dans le domaine couvert par le poste (Les originaux seront demandés pendant les entretiens).

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège de l'Unité de Gestion du REDISSE IV au n° 01 rue Fournero (Nouveaux Bâtiments de Bacongo) à Bacongo-Brazzaville de 09 heures à 16 heures (heure de Brazzaville).

Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Français et portés la mention « Candidature au poste de spécialiste en Sauvegarde Sociale de l'UGP-REDISSE IV » et déposés sous pli fermé à l'adresse ci-dessus ou par voie électronique (passationdesmarchesredisse@gmail.com) au plus tard le 29 Juillet 2022 à 12 heures.

Fait à Brazzaville, le 06 Juillet 2022

Le Coordonnateur p.i de l'UGP-REDISSE IV,

Auguste KANGA./.

PONTON AWARDS 2022

Les nominés dans les différentes catégories désormais connus

La 3^e édition de la soirée du mérite pontenegrin dénommée Ponton Awards 2022 a lieu le 21 août au Rocher des Ages. Prélude à la cérémonie, Gildas Bakala, président du comité d'organisation dudit évènement et Philippe Gervie Bassintsa, avocate, au barreau de Pointe-Noire, présidente du jury, ont animé une conférence de presse le 7 juillet pour édifier le public sur l'activité.

Le trophée du mérite pontenegrin dit Ponton Awards distingue les pontenegrins méritants qui s'illustrent dans les différentes catégories en lice, à savoir Excellence entrepreneuriat avec en exergue une action sur les idées novatrices, l'impact social, et la passion ; Engagement jeunesse en mettant en avant l'implication dans l'orientation de la jeunesse et la participation au développement ; Excellence sport (idées novatrices, l'impact social et la passion) ; Les modèles artistiques, une catégorie qui rassemble plusieurs courants d'art dans sa globalité qui promeut l'influence positive, l'orientation éducative ainsi que la création et Les sociétés culturelles qui ont dans leur fonctionnement une politique culturelle importante et qui accompagnent les projets artistiques. « Les Ponton Awards sont aujourd'hui à leur 3^e édi-



La tribune lors de la conférence de presse présentant la 3^e édition des Ponton awards 2022DR

tion. C'est une plateforme de valorisation de l'excellence locale, une synergie d'action entre les médias qui accompagnent l'évènement et les partenaires ainsi que les sponsors qui, grâce à leur

apport multiforme, contribuent à la réalisation de l'activité », a dit Gildas Bakala. Il a également révélé que « l'impact sur la ville est perceptible puisque de nombreux partenaires ne cessent de se joindre au projet en dépit du contexte économique difficile tout comme certains anciens lauréats qui soutiennent sans cesse l'évènement ».

Selon Philippe Gervie Bassintsa, présidente du jury composé de cinq membres venant de plusieurs horizons (justice, com-

munication, culture, monde des affaires etc...), le mérite et le talent sont les critères essentiels qui vont guider le jury à distinguer le meilleur dans les cinq catégories. Le public va également se prononcer par vote à partir du 9 juillet via le numéro WhatsApp: 05 563 63 63.

Les nominés dans les cinq catégories :

Excellence entrepreneuriat : Edrine Samba, Ceo de manioc-querie du Congo, une entreprise spécialisée dans la transforma-

tion et la vente des produits dérivés du manioc ; Roch Nzoko, entrepreneur, Ceo de Zoko village, un site touristique ; Bio Charbon Wumela ; Akwaba Tours and Travel, agence touristique. Engagement jeunesse Gabie Seinzor, fondatrice de la plateforme Futures mamans 242 ; Sophie Mignot, philanthrope, plus connu sous le nom de Kasdal House ; Lio Cruss Galiu, styliste, propriétaire de la marque Lio Cruss Style Design ; Roselyne Ahissi, entrepreneure, styliste et fondatrice de la plateforme Koteya CG ; Modèles artistiques Queen Tawa, styliste, modéliste, patronne de ligne de vêtement Liputa Swagga ; Beautresor Flaverick Kouta, cinéaste, promoteur culturel. Excellence sport Astride Mikoko, gymnaste artistique et rythmique ; Athletic Club, un centre de formation de football ; Sociétés culturelles Elais Hôtel ; Musée Cercle africain.

Hervé Brice Mampouya

HUMEUR

Et pourtant c'est le ministère de l'Administration du territoire qui proclame les résultats du vote !

Ce billet d'humeur part d'un constat fait dans le passé relatif à l'annonce irrégulière des résultats de certains scrutins, soit par des tierces, soit par d'autres candidats en lice ou encore par certains médias locaux ou étrangers, un ou deux jours après des scrutins, ceci pour créer de la confusion dans l'opinion nationale et internationale, alors que la voix autorisée c'est celle du ministère en charge des élections.

Il suffit de passer dans certains états-majors politiques pour entendre des gens dire : « Nous avons gagné, nous avons déjà tous les résultats des deux scrutins ». Ces propos non courtois ne sont pas de nature à calmer des esprits, car ils ne sont ni fondés ni scientifiquement vérifiables, car les résultats, même partiels sont encore scellés. Et seul le ministère de l'Administration du territoire a le monopole de rendre publics tous les résultats au moment opportun, après donc les deux échéances du 4 et du 10 juillet.

Ces agitateurs publics qui veulent se substituer à l'Etat n'ont qu'un seul but, celui de jeter le pavé dans la mare, car ils sont prêts pour parler en termes de tricherie en fondant des résultats et les injectant dans des réseaux sociaux afin de salir, coûte que coûte, le processus électoral.

Alors observons tous, par exemple, ce cas de figure très gênant et non républicain. Et si tous les candidats aux différents scrutins pouvaient proclamer des résultats, chacun allait s'autoproclamer vainqueur. Et dans ces conditions ce serait une vraie anarchie qui naîtra sans nul doute. Donc faire comme cela, c'est cautionner de l'antivaleur et de l'inacceptable.

A vrai dire, après chaque scrutin, les états-majors des candidats ou les candidats eux-mêmes devraient jouer à la sérénité et à la prudence pour éviter des pensées farfelues dans le mental de leurs membres et fidèles compagnons. Or, ils annoncent pêle-mêle des résultats incongrus qui les placent soi-disant à la première marche du podium, alors que le ministère de l'Administration du territoire, qui est l'organe habilité, n'a pas encore dit son mot.

A bon entendeur, salut !

Faustin Akono

ARTS PLASTIQUES

Les stages vacances de bande dessinée démarrent en août

La quatrième résidence de bande dessinée dite Bulle Mbwi sera lancée le 1^{er} août à Pointe-Noire, au village Kati, dans le quatrième arrondissement, Loandjili.

Pendant les vacances, Nsana Arts Butsiélé, l'organisatrice de l'activité, va initier les jeunes et tout amoureux de la bande dessinée (BD) à cet art à travers l'atelier BD, le kafé BD et l'atelier d'animation (dessin animé), battle de dessin... La formation va durer deux mois. L'objectif est de rendre cet art visible et accessible à tous.

Diplômée de l'Ecole nationale des beaux-arts de Brazzaville et première femme bédéiste congolaise, Jussie Nsana dirige le collectif Dikouala Bulles (des rencontres itinérantes avec la BD congolaise), sans oublier Bulle Mossi qui réunit également les passionnés de cet art.

H.B.M.

COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Les favoris assument leur statut

En attendant le tirage au sort des matches en aller et retour, les affiches des quarts de finale de la Coupe nationale réserveront des rencontres de très haute facture. Les anciens vainqueurs sont au rendez vous, mise à part la Jeunesse sportive de Talangai (JST), vainqueur de l'édition 2007.



Etoile du Congo et...



...l'AS Otohô, les deux équipes finalistes de la dernière édition Adiac

La JST s'est inclinée face à l'Interclub (1-2), le 9 juillet à Kintélé, en huitième de finale de la compétition. L'Etoile du Congo, tenante du titre, s'est qualifiée en assurant l'essentiel face au Red Star (1-0). Sans jouer, l'AS Otohô reste en course pour le seul titre national qui manque à son palmarès. Elle s'est imposée sur tapis vert (3-0). Le Club athlétique renaissance aiglons (Cara) a été accroché (1-1)

par le FC Racine. Les Aiglons l'emportent aux tirs au but (3-1). V Club Mokanda a réalisé le meilleur score des huitièmes de finale, en écrasant CS Sersy sur un résultat sans appel de (5-0). L'AS Cheminots a eu toutes les peines du monde à se qualifier face à Fleur du Ciel. Les Cheminots l'ont emporté (4-1) aux tirs au but après un score de 0-0 au temps réglementaire.

En déplacement à Madingou, les Diables noirs ont assumé leur sta-

tut le 8 juillet face à l'Interclub de Nkayi (2-0). Interclub de Dolisie a créé la surprise en éliminant le FC Nathalys, club de ligue (8-7) aux tirs au but, au terme d'un résultat nul d'un but partout. Etoile du Congo, AS Otohô, Diables noirs, Cara, Interclub, As Cheminots, V Club et le petit poucet Interclub de Dolisie attendent donc le tirage pour être fixés sur leur sort.

James Golden Eloué

COMPÉTITIONS INTERCLUBS

La CAF revient à l'ancien système

Dans une correspondance adressée à ses associations membres, la Confédération africaine de football (CAF) a décidé, le 3 juillet à Rabat, au Maroc, que les finales de ses compétitions interclubs se joueront en aller-retour. La décision entre en vigueur pour le compte de la saison 2022-2023.

L'expérience d'une finale sans manche retour sur un terrain neutre aura été de très courte durée. La CAF est revenue sur sa décision tout en modifiant l'article 28 du chapitre 3 des règlements.

« La finale sera jouée en deux matches aller et retour. L'équipe qui totalisera le plus grand nombre de buts au cours des deux rencontres est déclarée vainqueur. En cas d'égalité au nombre de buts marqués au cours des deux matches, et dans ce cas seulement, l'équipe qui aura marqué le plus grand nombre de buts à l'extérieur sera déclarée vainqueur. En cas d'égalité au nombre de buts marqués à l'extérieur, le vainqueur sera déterminé par des tirs au but conformément aux lois de jeu de l'International football association board. L'équipe qui aura réussi à marquer le plus grand nombre des tirs au but sera déclarée victorieuse », a-t-elle précisé.

Au Congo, il n'y a que deux clubs qui ont réussi à inscrire leur nom au palmarès des vainqueurs des compétitions interclubs de la CAF : le Club athlétique renaissance aiglons (vainqueur de la Coupe d'Afrique des clubs champions, l'actuelle Ligue des champions en 1974) et l'Athlétic club Léopards de Dolisie (vainqueur de la 9^e Coupe africaine de la Confédération en 2012). Le troisième club est toujours attendu.

J.G.E.

RÉFLEXION

Rien n'est plus important ...

Oui, si l'on réfléchit bien, rien n'est plus important dans le moment présent que d'aider notre voisine et notre sœur la République démocratique du Congo (RDC), ex-Zaïre, à résoudre sans délai les problèmes auxquels elle se trouve confrontée et dont l'aggravation continue menace désormais la stabilité de l'Afrique centrale tout entière. En apportent la preuve la multiplication des agressions qui frappent les populations de l'Est de ce vaste pays et peut-être plus encore les tensions qui ne cessent de s'aggraver entre la RDC et le Rwanda alors même que la communauté internationale s'efforce de les apaiser.

Au-delà des problèmes que doit résoudre son président actuel, Félix Tshisekedi Tshilombo, le Congo démocratique occupe – il est important de le rappeler – une position clé au cœur du continent africain : deuxième pays le plus vaste de cette partie du monde avec ses 2.345.000 kilomètres carrés et

troisième pays le plus peuplé du continent avec ses quelques 90 millions d'habitants, il domine de fait le deuxième poumon de la planète qu'est l'immense Bassin du Congo ; exactement comme le Brésil, en Amérique latine, occupe pour une large, très large part le Bassin de l'Amazonie.

Aider un pays aussi vaste à résoudre les multiples problèmes auxquels il se trouve confronté soixante-deux ans après son accession à l'indépendance – le 30 juin 1960 très précisément – est d'autant plus important, pour ne pas dire essentiel, que de sa stabilité intérieure dépend pour une large part le sort des pays qui l'entourent et qui constituent l'une des communautés humaines les plus importantes de l'Afrique. Mais cela ne pourra se faire que si l'Afrique centrale dans son ensemble se mobilise dans tous les domaines – politiques, économiques, financiers, culturels, diplomatiques, stratégiques, donc

militaires – afin d'aider le peuple congolais à asseoir son unité sur des bases solides.

Une telle mobilisation n'étant guère facile comme on l'a vu partout dans le monde tout au long des siècles précédents – Chine, Etats-Unis, Inde, Europe, Russie ... – tout doit être mis en oeuvre aujourd'hui pour que l'ensemble du Bassin du Congo se rassemble dans une même communauté, résolve ses problèmes internes et externes, crée les institutions collectives qui permettront de guérir les blessures de l'Histoire, se dote des moyens stratégiques qui le mettront à l'abri des guerres intestines, des tentatives de recolonisation par l'économie, les finances et l'exploitation des ressources naturelles, bref franchisse enfin un pas décisif sur la voie de l'unité régionale.

Il est clair, pour nous en tout cas, que l'avancée de ce processus historique ne sera possible que si les

pays situés au cœur du Bassin du Congo s'entendent rapidement sur l'essentiel qui est la mise en place d'une coopération permanente dans les domaines les plus sensibles. En commençant bien sûr par l'abaissement des frontières artificielles que les puissances coloniales ont élevées il y a un siècle et demi afin d'affirmer leur grandeur et leur pouvoir..

Dans ce contexte la construction du Pont route-rail au-dessus du fleuve Congo qui se confirme enverra un signal fort à la communauté mondiale dans son ensemble. Souhaitons donc qu'elle s'accélère et permette au plus vite de rendre possible, aisée et donc productive dans tous les domaines la coopération multiforme des deux Congo.

Rien en effet n'est plus important aujourd'hui, convenons-en, que ce rapprochement multiforme.

Jean-Paul Pigasse